

30/03/2009

ARRÊT N°

177

N°RG: 08/02117  
OC/EKM

Décision déferée du 25 Mars 2008 - Tribunal de  
Grande Instance de TOULOUSE - 07/3591  
M. SERNY

04/06/2004

POUVOIR en CASSATION

N° 80967243

REPUBLIQUE FRANCAISE  
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

\*\*\*

COUR D'APPEL DE TOULOUSE  
1ère Chambre Section 1

\*\*\*

ARRÊT DU TRENTE MARS DEUX MILLE NEUF

\*\*\*

**COPIE**

APPELANT

SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE  
LA RESIDENCE AMOUROUX représenté  
par son syndic la SARL JAU-SCHMITT  
représentée par la SCP BOYER LESCAT  
MERLE

SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE  
AMOUROUX, représenté par son syndic la SARL JAU-SCHMITT  
32 bis rue Saint-Laurent 31500 TOULOUSE  
représentée par la SCP BOYER LESCAT MERLE, avoués à la Cour  
assistée de la SELARL MONTAZEAU - CARA, avocats au barreau de  
TOULOUSE

C/

SA SOCIETE ELECTRICITE RESEAU  
DISTRIBUTION FRANCE - "E.R.D.F."  
représentée par Me Bernard DE LAMY

INTIMEE

SA SOCIETE ELECTRICITE RESEAU DISTRIBUTION FRANCE - "  
E.R.D.F."  
Tout Winterthur 102  
Terrasse Boieldieu  
92085 PARIS LA DEFENSE  
représentée par Me Bernard DE LAMY, avoué à la Cour  
assistée de la SCP SIMON-GUEROT-JOLLY, avocats au barreau de  
TOULOUSE

2 copies avoués

le 30/3/09

COMPOSITION DE LA COUR

Après audition du rapport, l'affaire a été débattue le 27 Janvier 2009 en  
audience publique, devant la Cour composée de :

A. MILHET, président  
O. COLENO, conseiller  
C. FOURNIEL, conseiller  
qui en ont délibéré.

Greffier, lors des débats : E. KAIM-MARTIN

ARRET :

- contradictoire  
- prononcé publiquement par mise à disposition au greffe après avis aux  
parties  
- signé par A. MILHET, président, et par E. KAIM-MARTIN, greffier de  
chambre.

**INFIRMATION**

Grosse délivrée

le 30/3/09

à SCP Boyer Lescat

1 copie à VERNE

le 14/4/2009

1 copie Commission  
Régulation  
Energie

1 copie Lexbase  
le 31/11/09

## FAITS ET PROCÉDURE :

Par acte d'huissier du 14 septembre 2007, la société ÉLECTRICITÉ DE FRANCE (EDF) et la société ÉLECTRICITÉ RÉSEAU DISTRIBUTION FRANCE (ERDF) ont assigné le syndicat des copropriétaires de la résidence Amouroux devant le juge des référés du tribunal de grande instance de Toulouse qui a renvoyé l'affaire au fond devant le tribunal statuant en urgence pour le voir condamner sous astreinte à faire réaliser les travaux de remise en état des colonnes montantes de branchement au réseau électrique préconisés par l'expert précédemment désigné en référé et au paiement du coût des travaux de mise en sécurité réalisés pendant l'expertise.

Par le jugement déféré du 25 mars 2008 assorti de l'exécution provisoire, le tribunal, admettant la recevabilité de la société ERDF seule et mettant hors de cause la S.A. EDF, a fait injonction au syndicat des copropriétaires de la résidence Amouroux de faire réaliser les travaux préconisés par l'expert dans le délai de six mois, et de payer à la société ERDF la somme de 3.627,10 € augmentée des intérêts au taux légal à compter de l'assignation représentant le coût des travaux de mise en sécurité réalisés par EDF à la demande de l'expert, considérant qu'en vertu de l'article 15 du cahier des charges de la convention de concession avec la Ville de Toulouse, à caractère réglementaire, les colonnes montantes existantes appartiennent aux propriétaires de l'immeuble et sont entretenues et renouvelées par ces derniers, ce que ne contredit pas le fait qu'elles doivent répondre à certaines normes et être réceptionnées par le concessionnaire du réseau de distribution, ni le fait qu'elles présenteraient concomitamment un caractère d'ouvrages publics.

Vu les dernières conclusions déposées le 23 janvier 2009 par le syndicat des copropriétaires de la résidence Amouroux, appelant, tendant à l'infirmer et demandant à la Cour de juger que les colonnes montantes litigieuses sont des biens publics appartenant à ERDF à laquelle incombe leur entretien et leur renouvellement, de la condamner sous astreinte à y procéder et de la débouter de sa demande en paiement des frais de mise en sécurité, en tout état de cause de lui ordonner d'assurer sa mission de service public universel de fourniture et de distribution d'énergie aux résidents de la copropriété Amouroux, soutenant notamment que selon l'article 23-1 de la loi du 10 février 2000 et l'article 1<sup>er</sup> du décret du 28 août 2007, les ouvrages considérés sont indiscutablement des ouvrages publics appartenant au concessionnaire ERDF qui a la charge de leur entretien, que ces textes s'appliquent immédiatement aux situations existantes à la date de leur entrée en vigueur y compris à la situation litigieuse tant qu'une décision définitive n'est pas intervenue, qu'étant tiers au contrat de concession elle n'est pas concernée par l'exception à la règle de l'article 2 du code civil en matière contractuelle, que la valeur réglementaire du cahier des charges du contrat de concession implique sa soumission au règlement qui lui est supérieur dans la hiérarchie des normes, que la jurisprudence notamment du tribunal des conflits a toujours été en ce sens, que l'article 15 du cahier des charges du contrat de concession par la Ville de Toulouse ne contredit pas ces principes spécialement par une clause ambiguë, que la documentation publiée par EDF est dans le même sens, et qu'en fait les installations concernées sont marquées EDF et sont inaccessibles, enfin que cette dernière ne peut menacer de suspendre l'alimentation sans contrevenir aux obligations qui lui incombent en sa qualité de fournisseur de l'énergie électrique, produit de première nécessité,

Vu les dernières conclusions déposées le 23 janvier 2009 par les sociétés ERDF et EDF tendant à la confirmation du jugement dont appel et au rejet des demandes du syndicat des copropriétaires de la résidence Amouroux,

### MOTIFS DE LA DÉCISION :

Attendu que celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver;

Attendu que, sauf disposition spéciale de la loi du 10 février 2000 qui n'est pas en l'occurrence invoquée, la loi qui ne dispose que pour l'avenir ne s'applique pas aux contrats conclus antérieurement qui, même s'ils continuent à se réaliser postérieurement à cette loi, demeurent régis par les dispositions sous l'empire desquelles ils ont été passés;

Attendu qu'il n'est pas discuté et se vérifie que le cahier des charges de la convention de concession pour le service public de la distribution d'énergie électrique conclue le 4 décembre 1998 entre le maire de Toulouse et le centre EDF SERVICES GRAND TOULOUSE est la reproduction du cahier réglementaire-type de 1992, spécialement sur les points discutés;

Attendu que le syndicat des copropriétaires n'est pas fondé à prétendre à l'inopposabilité de cette convention au motif qu'il n'y aurait pas été partie alors que c'est en vertu et en application des termes de ce contrat à valeur réglementaire qu'il bénéficie de la fourniture d'énergie électrique de la part de EDF dans le cadre d'une concession de service public dont il est un usager, ce dont il tire des droits mais qui fonde également des obligations à sa charge ainsi que le rappellent les stipulations de l'article 14 du cahier des charges qui fixe les conditions de la concession;

Attendu qu'aux termes de l'article 2 "ouvrages concédés", "les ouvrages concédés comprennent l'ensemble des installations affectées à la distribution publique de l'énergie électrique (...) Ils comprennent aussi les branchements visés à l'article 15 du présent cahier des charges";

Attendu que, comme le souligne l'appelant, les principes posés par les premiers alinéas de l'article 15 "branchements" du cahier des charges, selon lesquels "toute canalisation ou partie de canalisation", ce qui s'entend selon le commentaire exprimé en regard "y compris s'il y a lieu les canalisations antérieurement désignées sous le nom de *branchement intérieur ou de colonne montante*", sont des branchements et comme tels sont entretenus, dépannés et renouvelés par le concessionnaire à ses frais, sont conformes à ceux dont il se prévaut en vertu de la loi nouvelle et de la jurisprudence du Tribunal des Conflits;

Attendu qu'après avoir ainsi énoncé les règles de principe applicables aux branchements, le cahier des charges envisage dans ses trois derniers alinéas des cas particuliers, parmi lesquels les colonnes montantes déjà existantes à sa date qui appartiennent aux propriétaires de l'immeuble, sous la forme suivante:

*"La partie des branchements antérieurement dénommés branchements intérieurs, et notamment les colonnes montantes déjà existantes, qui appartient aux propriétaires de l'immeuble continuera à être entretenue et renouvelée par ces derniers, à moins qu'ils ne fassent abandon de leurs droits sur lesdites canalisations au concessionnaire qui devra alors*



*en assurer la maintenance et le renouvellement”;*

Attendu que cette stipulation fait expressément référence à un état de fait et de droit antérieur, sur lequel aucune explication n'est fournie par les parties;

qu'il résulte des commentaires indiqués en regard de cet article que "ces dispositions sont conformes à celles du décret n°46-2503 du 8 novembre 1946 et du décret n°55-326 du 29 mars 1955 relatifs aux colonnes montantes”;

Attendu que rien ne permet de considérer que la stipulation litigieuse doive s'entendre de toutes les colonnes montantes déjà existantes à la date d'élaboration du cahier des charges en 1998;

qu'au contraire, les premiers aliénas de l'article 15 précédemment évoqués incluent expressément dans les ouvrages concédés "s'il y a lieu les canalisations antérieurement désignées sous le nom de branchement intérieur ou de colonne montante" et par conséquent de tels ouvrages pré-existants;

qu'il s'ensuit que la stipulation litigieuse ne s'entend pas en ce sens que les colonnes montantes préexistantes appartiennent aux propriétaires, mais d'un cas particulier pré-existant qui est celui des immeubles à usage collectif d'habitation alimentés par des colonnes montantes appartenant aux propriétaires par opposition à ceux également pré-existants qui sont alimentés par des ouvrages incorporés au réseau de distribution;

Attendu que, contrairement à ce qu'a retenu le premier juge, la propriété desdits ouvrages ne résulte pas d'un mécanisme général d'incorporation des ouvrages d'alimentation à l'immeuble desservi issu de leur réalisation en même temps que la construction de l'immeuble, mais dépend des modalités juridiques, financières et techniques suivant lesquelles ces colonnes montantes ont été construites à l'époque, comme des ouvrages privés sans intervention de EDF, déterminant une propriété du syndicat des copropriétaires, ou comme ouvrages inclus dans la concession de service public et par EDF ou une entreprise agréée et à son initiative;

Attendu qu'il incombait à la société ERDF, partie demanderesse à l'instance, de démontrer que les colonnes montantes des immeubles de la résidence Amoureux se trouvaient dans le cas particulier d'appartenir au syndicat des copropriétaires, ce qu'elle ne peut se contenter d'affirmer et que leurs seuls caractères intérieurs et d'origine par construction antérieurement à 1998 ne sont pas de nature à déterminer;

qu'il ne résulte de l'expertise aucun élément à cet égard;

que le fait qu'elles n'aient jamais été cédées en concession, qui présuppose qu'elles appartenait au syndicat des copropriétaires, ce qui est la preuve recherchée, est inopérant;

que l'indice qui pourrait résulter du défaut d'entretien ancien relevé par l'expert n'y suffit pas non plus;

Attendu que faute pour la société ERDF d'apporter aucun élément de nature à faire cette preuve, sa demande doit être rejetée, ainsi que celle tendant au remboursement des frais de mise en sécurité exposés;

Attendu que la société ERDF n'a pas utilement démenti en se contentant de le dénier l'indice invoqué par le syndicat des

copropriétaires résultant d'un marquage et du plombage par EDF d'installations anciennes des colonnes électriques de la résidence Amouroux;

Attendu qu'il résulte au total de l'ensemble de ces motifs que non seulement aucun élément de preuve n'est apporté de ce que le syndicat des copropriétaires de la résidence Amouroux se trouverait dans la situation d'exception qui lui est opposée, mais au contraire que celui-ci, qui fournit un indice tendant à confirmer qu'il se trouve dans le cas général, est fondé en sa demande;

Attendu qu'il n'y a pas matière d'emblée à astreinte;

## PAR CES MOTIFS

**La Cour,**

Infirmes la décision déférée sauf en ce qu'elle a prononcé la mise hors de cause de la société EDF, et, statuant à nouveau,

Juge que les colonnes montantes des immeubles de la résidence Amouroux sont des branchements ressortant de la concession pour le service public de distribution d'énergie électrique dont l'entretien, le dépannage et le renouvellement incombent au concessionnaire et à ses frais;

En conséquence,

Déclare la société ERDF mal fondée en ses demandes et l'en déboute;

Statuant sur la demande reconventionnelle du syndicat des copropriétaires de la résidence Amouroux,

Condamne la société ERDF à procéder aux travaux d'entretien et de renouvellement des colonnes montantes des immeubles de la résidence Amouroux préconisés par l'expert Monsieur Tumbarello;

Vu l'article 700 du code de procédure civile,

Rejette les demandes;

Condamne la société ERDF aux entiers dépens de l'instance, en ce compris ceux exposés tant en premier ressort qu'en appel, y compris les frais d'expertise, et reconnaît pour ceux d'appel, à la SCP BOYER-LESCAT-MERLE, avoué qui en a fait la demande, le droit de recouvrement direct prévu à l'article 699 du code de procédure civile.

**LE GREFFIER :**



**LE PRESIDENT :**

